

La flambée du pétrole ravive les craintes d'un choc économique

MARCHÉS Les cours du baril de brut ont franchi hier les 100 dollars le baril, au dixième jour de la guerre au Moyen-Orient, plongeant les bourses dans une nouvelle séance sous haute tension alors que s'éloignent les espoirs d'une résolution rapide du conflit



Une raffinerie au Qatar. (ROBIN CONSTABLE/EYE UBIQUITOUS/UNIVERSAL IMAGES GROUP VIA GETTY IMAGES)

ALEXANDRE BEUCHAT

Les places financières mondiales sont ébranlées par la perspective de voir le conflit au Moyen-Orient se prolonger. Le prix du baril de pétrole a franchi hier le seuil symbolique des 100 dollars, tutoyant même les 120 dollars pendant la nuit de dimanche à lundi. Le Brent de la mer du Nord, référence mondiale, a momentanément bondi de plus de 28% pour dépasser les 119 dollars, tandis que le WTI, baromètre américain, a brièvement augmenté de plus de 31%, franchissant lui aussi la barre des 119 dollars.

Cette flambée rappelle celle de 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Depuis le début du conflit actuel, les prix du pétrole ont grimpé d'environ 50%, et aucun signe d'apaisement ne se profile. Le gaz naturel suit la même tendance: le TTF néerlandais, référence européenne, a ouvert en hausse de 30%, avant de refluer. Les marchés de l'énergie restent suspendus aux événements au Moyen-Orient, où le détroit d'Ormuz,

passage stratégique, est presque paralysé.

Environ 20% de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié transite par ce corridor entre l'Iran et les Emirats arabes unis. La Chine, l'Inde, la Corée du Sud et le Japon sont les principaux bénéficiaires de ces flux, tandis que l'Europe et les Etats-Unis en reçoivent des volumes plus modestes. Face à cette paralysie, Washington a annoncé dimanche une protection militaire pour les armateurs souhaitant traverser le détroit, où seuls quelques navires chinois sont pour l'instant signalés.

Possible recours aux réserves stratégiques

Hier, l'Iran a frappé Israël et ses voisins du Golfe avec missiles et drones, marquant la première offensive depuis l'arrivée au pouvoir de Mojtaba Khamenei, après le décès de l'ayatollah Ali Khamenei, son père, au premier jour du conflit. «Ce choix indique que l'Iran ne reculera pas face aux Etats-Unis et laisse envisager une guerre prolongée au Moyen-Orient, qui concentre 50% des

réserves mondiales de pétrole et près de 40% de celles de gaz», souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote.

La tension sur les marchés a rapidement suscité des réactions politiques. L'annonce du *Financial Times* selon laquelle les ministres des Finances du G7 devaient se concerter sur une éventuelle libération des réserves stratégiques de pétrole a contri-

bué à stabiliser le Brent et le WTI au-dessus des 100 dollars en fin de séance asiatique. Dans l'après-midi, les cours sont même repassés sous la barre des 100 dollars.

«Nous allons suivre les choses de près, nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires y compris en puisant dans les réserves stratégiques de pétrole de manière à stabiliser le marché», mais «on n'en est pas

encore là», a déclaré à la presse le ministre français des Finances Roland Lescure, qui avait réuni ses collègues du G7 en visioconférence pour étudier la situation.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) impose à ses membres de détenir en permanence des stocks de pétrole équivalents à au moins 90 jours d'importations nettes de pétrole, afin d'amortir les chocs. Donald Trump a de son côté défendu la guerre comme nécessaire pour priver l'Iran de la capacité nucléaire: «C'est un tout petit prix à payer pour la paix et la sécurité des Etats-Unis et du monde», a-t-il affirmé sur son réseau Truth Social.

Bourses dans le rouge

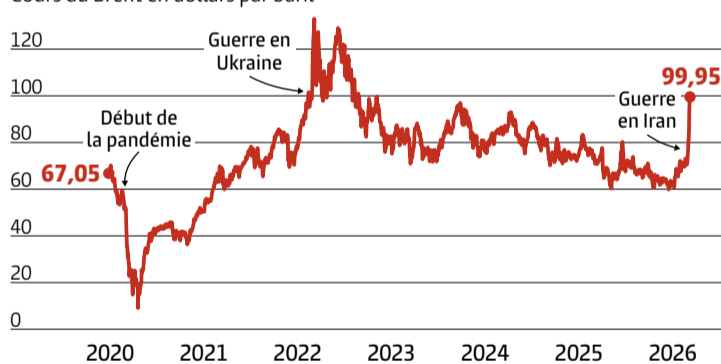
Les bourses ont vécu une nouvelle journée agitée. Après un démarrage rouge vif, les principaux indices ont réussi à limiter les dégâts, soutenus par l'espoir d'un recours aux réserves stratégiques du G7. A la clôture, Paris perdait 0,98%, Francfort 0,77%, Londres 0,34% et Milan 0,29%, tandis que la bourse suisse reculait de 0,73%.

Tokyo et Séoul ont enregistré des replis plus marqués, respectivement de 5,19% et 5,96%. L'exposition énergétique de l'Asie, notamment de la Corée du Sud et du Japon, accentue la vulnérabilité de leurs économies, dépendantes des importations de brut et d'une industrie technologique énergivore. Parallèlement, les taux d'intérêt des dettes souveraines augmentaient à nouveau partout en Europe.

«Plusieurs indicateurs suggèrent que la situation actuelle est perçue comme un choc géopolitique sérieux mais non systémique», analyse Arthur Jurus, responsable des investissements d'Oddo BHF à Genève. «Les marchés actions ont reculé, mais de manière relativement contenue, et les marchés de crédit ne signalent pas de stress financier majeur. Les indicateurs de volatilité ont certes augmenté, mais restent loin des niveaux observés lors de crises systémiques comme la pandémie de 2020 ou la crise financière mondiale», estime l'expert. Le point clé pour les investisseurs reste la durée du choc énergétique. ■

ENVOLÉE DU PRIX DU BRUT

Cours du Brent en dollars par baril



* Type de pétrole brut utilisé pour fixer les prix de référence
Graphique: E. M.-V. | Source: Agence d'information sur l'énergie (EIA), Intercontinental Exchange Europe

Les pays importateurs de pétrole sont confrontés au défi de la stagflation

CONJONCTURE Si elle dure dans le temps, l'envolée des cours des hydrocarbures pèsera sur la croissance et alimentera l'inflation. Ce qui remettrait en cause le scénario macroéconomique privilégié jusque-là

SÉBASTIEN RUCHE

Après avoir bondi de 30% durant la première semaine de guerre en Iran, les cours du pétrole ont connu des pics hier à plus de 115 dollars le baril au petit matin, avant de redescendre aux alentours de 100 dollars en fin d'après-midi. Cette très rapide envolée des prix, de l'ordre de 50%, les a ramenés à leur plus haut niveau depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Ce mouvement augmente ainsi le risque de stagflation, en ayant différents effets sur les acteurs économiques, et en compliquant le pilotage de l'économie par les banques centrales.

Cette envolée des cours découle de la crainte que la fermeture du détroit d'Ormuz ne se poursuive et que la production soit affectée dans d'autres régions du Moyen-Orient. Les effets d'un renchéris-

sement de l'énergie sur l'économie mondiale sont assez bien documentés. Une hausse durable de 30% des prix du pétrole réduirait la croissance mondiale d'un demi-point de pourcentage l'année suivante et ferait accélérer l'inflation d'environ 1,2 point de pourcentage, selon le Fonds monétaire international. Fin janvier, le FMI prévoyait 3,3% de croissance globale et 3,8% d'inflation pour 2026.

Dans les pays importateurs de pétrole, des prix plus élevés du baril renchérissent les coûts de production et de transport, et alimentent donc l'inflation, ce qui freine la consommation des ménages – qui perdent du pouvoir d'achat – et les investissements des entreprises, pour finalement peser sur la croissance économique. C'est ce que l'on appelle la stagflation: une stagnation économique qui cohabite avec une phase inflationniste. Hier, l'Union européenne a mis en garde contre un «choc stagflationniste majeur» en cas de guerre prolongée au Moyen-Orient.

L'inflation est tirée par des effets directs de la hausse du pétrole: le prix de l'essence a augmenté de 25 cents la semaine passée aux Etats-Unis, puis de 25% sup-

plémentaires durant le week-end, pour porter le gallon (3,8 litres) de carburant à 3,44 dollars (environ 2,70 francs). On notera au passage que les Etats-Unis étant exportateurs nets de pétrole et de gaz, leur secteur énergétique va profiter des prix élevés, tandis que ses ménages perdront du pouvoir d'achat.

«S'il s'éternise, [...] le conflit pourrait finir par provoquer un choc stagflationniste majeur sur l'économie mondiale et l'économie européenne»

VALDIS DOMBROVSKIS, COMMISSAIRE EUROPÉEN

Des effets indirects ou de «second tour» apparaissent lorsque les consommateurs demandent des augmentations de

salaires pour contrecarrer la baisse du pouvoir d'achat. Avec la Suède ou la Norvège, la Suisse fait partie des pays européens moins vulnérables à ces effets de second tour et risque moins de subir une hausse de l'inflation car le pays consomme relativement peu de gaz, estime Michael Saunders, conseiller économique chez Oxford Economics.

Dilemme pour les banques centrales

La durée de ce genre de choc est un élément clé pour en établir les conséquences, rappelle John Plassard, de Cité Gestion dans une note publiée en début de mois. Si les prix du baril demeurent élevés pendant plus que quelques semaines, l'inflation risque de ne pas être seulement transitoire.

Les banques centrales feraient face à un «dilemme délicat», devant choisir entre soutenir la croissance (en baissant les taux d'intérêt) et lutter contre l'inflation (en les relevant), analyse encore John Plassard, qui y voit peut-être le «véritable test pour 2026». Certains économistes estiment que ce dilemme se résout de lui-même lorsque les prix plus élevés

détruisent la demande et finissent par ralentir la dynamique économique.

Historiquement, les banques centrales n'ont généralement pas réagi aux chocs pétroliers, justement car les effets négatifs sur la croissance et les effets positifs sur l'inflation se compensent, note l'équipe de recherche économique de Goldman Sachs. En revanche, les gouvernements peuvent prendre des mesures de soutien pour limiter l'impact sur l'activité économique, comme cela a été le cas durant la pandémie de covid.

Les pays les plus vulnérables au choc que l'on traverse actuellement sont ceux qui importent du brut, en Asie comme en Europe. A la suite de la guerre en Ukraine, le Vieux-Continent a diversifié son approvisionnement en gaz, s'orientant majoritairement vers la Norvège et les Etats-Unis.

Enfin, l'évolution de l'activité économique peut apporter un coussin face aux turbulences actuelles. Il faut aujourd'hui deux fois moins de pétrole pour produire une unité de PIB au niveau mondial que pendant les années 1970, selon la Banque mondiale. ■